



Sans attendre : Le changement pour la santé

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 943

8 novembre 2012

prix : 0,70 €



Etats-Unis

De la crise... à l'impasse **2**

L'écho du congrès

Les nouvelles
de Loire-Atlantique
publient la base commune

P 3 & pages centrales

SNCF



Contre l'austérité :
La lutte

5

Histoire

1914-1918, pourquoi ? **6**

Congrès de l'ANECR

Interview
de Françoise
LASTENNET,
Adjointe
au Maire
de Montoir
de Bretagne
et membre
du bureau
de l'ADECRC 44



7

Le projet de loi sur la tarification progressive de l'énergie (PPL) qui prévoit notamment l'instauration d'un tarif progressif consistant à facturer la consommation d'énergie selon un système de "bonus/malus" a été repoussé par le groupe CRC au sénat qui a fait valoir une motion d'irrecevabilité. Pour les élus de ce groupe, ce texte aurait tout particulièrement pesé sur les ménages les plus modestes aux logements les moins bien isolés : « : les ménages ne gaspillent pas. Ils sont sensibles aux enjeux environnementaux mais de nombreuses dépenses énergétiques sont contraintes : logement mal isolé, matériel basse consommation vendu trop cher. Tout cela fait que l'énergie représente parfois jusqu'à 30 % de leur budget ». Pour la sénatrice communiste Mireille Schurch « la solution passe par une maîtrise publique de la consommation » et elle redéposait ensuite un texte visant à élargir la trêve hivernale et les tarifs sociaux.



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Aymeric Seassau

Sarkozy battu, la gauche revenue, c'était il y a 6 mois déjà. Alors que le changement se fait toujours attendre la crise elle, n'attend pas et entre dans une nouvelle phase de destruction



d'emplois avec la récession comme horizon pesant. En réalité, le bras de fer est engagé et c'est une véritable course de vitesse qui s'ouvre entre les puissances de marché et les tenants d'une politique de gauche faisant face à l'urgence sociale. De ce point de vue, la ratification du traité européen et les hésitations du gouvernement face à la pression constante du Medef témoignent de l'ampleur de la mobilisation nécessaire pour changer la donne. Dans le même temps, et c'est historique sitôt après une élection présidentielle, des manifestations massives ont eu lieu contre l'Europe austéritaire, pour défendre les retraites ou l'industrie. Employés, ouvriers, femmes et hommes de gauche, nous sommes nombreux à nous rassembler pour dire « Non, nous ne nous ferons pas voler la victoire sur Sarkozy. Non, nous n'avons pas peur des forces qui imposent l'austérité à l'Europe. Oui, nous voulons le changement et nous le voulons maintenant ».

« Avec leur congrès, les communistes veulent déployer toute leur énergie pour réussir les rassemblements et les mobilisations nécessaires pour gagner le changement ! »

C'est à cet écho que nous voulons répondre avec le 36ème congrès du PCF. C'est ce récit d'espoir que nous entamons avec le texte proposé par le conseil national et soumis au débat des communistes. N'en déplaise aux fossoyeurs du communisme qui s'en sont donnés à cœur joie ces dernières années, le PCF est de retour. Non pas par intérêt partisan ou pour défendre un pré carré supposé à l'intérieur de la gauche mais au contraire avec en tête l'intérêt de la gauche et plus encore celui de la France et de l'Europe. Les récentes campagnes du Front de gauche, le fait qu'une centaine de parlementaires de gauche n'ont pas ratifié le nouveau traité européen en témoignent : Les jeux ne sont pas faits ! Avec leur congrès, les communistes veulent déployer toute leur énergie pour réussir les rassemblements et les mobilisations nécessaires pour gagner le changement !



Etats-Unis : de la crise ...à l'impasse

Au-delà des résultats du 6 Novembre, il faut mettre en perspective ces dernières années et regarder le nouvel horizon...

La crise capitaliste dont on parle, « elle vient de là... et pas du blues ! ». **La crise des subprimes de 2007** était l'invention du capitalisme financier américain, la spéculation immobilière sur l'insolvabilité des pauvres, expropriés par millions. **Les saisies immobilières ont entraîné une chute des taxes foncières et la mise en faillite d'un grand nombre d'Etats de la Fédération.** La suite on la connaît, l'enchaînement de la crise financière en crise boursière, puis bancaire... la chute de Lehman Brothers en 2008. La crise franchissant l'Atlantique et contaminant l'Europe. **Sans le sauvetage des banques privées par les prêts des Banques centrales sous couvert des Etats la crise était systémique.** La plus grande part de la fameuse « dette » vient également de là. **Les Etats-Unis restent de loin l'Etat le plus endetté du monde avec 1600 milliards de \$.**

Aujourd'hui à peine la moitié des 9 millions d'emplois perdus lors de la récession de fin 2008 à début 2010 ont été recréés. **Le taux d'activité** (% d'actifs dans la population en âge de travailler) a chuté à 63,5%. **C'est le niveau le plus faible depuis 30 ans.** Cette part non négligeable de la population active mise au rancart à un coût humain, social et financier. **Les chômeurs de longue durée ont quadruplé en 5 ans.** La chute de l'économie semble enrayée, mais les entreprises créent des emplois à petits revenus et détruisent des emplois mieux payés. **La grande majorité**

des nouveaux jobs sont à temps partiel.

L'an dernier 53 % des jeunes diplômés de moins de 25 ans avaient un emploi sous qualifié. La réforme du système de santé ne peut être à terme une compensation. D'autant que **le président nouvellement élu va devoir empêcher le pays de tomber de la « falaise budgétaire » (fiscal cliff) le 1er janvier 2013.** Dans l'impossibilité de trouver une issue aux querelles entre démocrates et républicains, sur le déficit et la dette, le congrès a adopté en 2011 un texte prévoyant des coupes automatiques de dépenses (200 milliards de \$) et des hausses d'impôts (400 milliards de \$). **Ce tour de vis représente entre 3 et 4% du PIB et sera de nature à faire replonger les Etats-Unis en récession dès l'an prochain.**

Aujourd'hui, les américains ne se déterminent pas sur la politique étrangère. Si Obama a mis fin à la guerre en Irak, ils sont toujours en Afghanistan et la prison de Guantanamo n'a pas été fermée. De très loin, ils restent la première puissance militaire mondiale, prête à intervenir ou soutenir des projets servant leurs intérêts. **Leur vie politique reste dominée par l'argent, la bipolarisation et un présidentialisme indirect où le peuple est marginalisé.** Reste que le mouvement « occupy-wall street » a l'automne 2011 à clairement dénoncé les abus du capitalisme financier, dans 70 grandes métropoles du pays, avant d'essaimer dans 1500 villes et 82 pays du monde entier. Le 16 Novembre à 18 h L'Huma-Café prolongera le débat avec Christophe DEROUBAIX: Pourquoi il ne faut pas désespérer de l'Amérique...

De vous à moi

L'économie, c'est du sérieux : chiffre à l'appui et calcul mathématique savant comme preuve irréfutable de l'objectivité de la science économique.

Par exemple si l'on vous dit, et souvent avec force et conviction, que le déficit public ne doit pas dépasser 3% du PIB, vous imaginez benoîtement que des économistes chevronnés ont objectivement déterminés ces 3%. Et bien, pas du tout !!! Dans Le Parisien, Guy Labeille, l'inventeur des 3% explique : « **On a imaginé ce chiffre de 3% en moins d'une heure, il est né sur le coin de la table, sans aucune réflexion théorique** » et d'ajouter : « **3% c'est un bon chiffre, un chiffre qui a traversé les époques, cela faisait penser à la trinité** ». Sérieux non !!! Alors, quand des patrons français réclament un choc de compétitivité assorti d'un allègement de cotisation de 30 milliards, là aussi, pourquoi 30 ? Cela sonne bien, sans doute !!!

En bref

Couac sur les 35h

« Il n'y a pas de sujet tabou. Je ne suis pas dogmatique. La seule chose qui me préoccupe, c'est que la France est en panne, et il faut que l'on redémarre le moteur, à fond. Mais pas pour foncer dans le mur. » Justement, attention au mur Mr Ayrault

Une manif pour de vrai



- Et, pour succéder à Malraux, je propose notre ami Barbelvien !

Jean-François Copé à la peine dans la course à la présidence de L'UMP propose, s'il est élu, une grande mobilisation dans la rue contre la politique du gouvernement. L'outsider qui veut refaire le coup de 1984 pour la défense de l'école libre (sic) en appelle à la mobilisation du pays réel ! **La réalité, c'est sans doute ce qui échappe à Jean-François Copé.**

A droite toute

Serait-ce une mode venue de France mais en Israël aussi la stratégie politique pour la droite est d'aller toujours plus à droite. Pour les prochaines élections parlementaires de janvier 2013 le Likhoud fera liste commune avec le parti ultranationaliste Israel Beitenou ("Israël, Notre maison"). La paix a du souci à se faire !

Président peu exemplaire

Un an de prison ferme pour fraude fiscale c'est la peine dont vient d'écoper Silvio Berlusconi. *"La justice ne peut plus continuer ainsi. Nous ne sommes plus en démocratie, mais sous la dictature des magistrats, une magistocratie. Je suis contraint de continuer mon combat politique pour réformer la justice."* assurera sans rire le Cavaliere à la suite de sa condamnation (quatre ans commués en une seule année), menaçant même de faire tomber le gouvernement Monti. Aigri Silvio ?

La peau de Mario

Il n'y a pas que Berlusconi à vouloir la peau de Mario Monti, le 27 octobre dernier **des milliers de manifestants défilèrent lors d'un « no Monti Day »** à l'encontre des mesures d'austérité.

Les Britanniques aussi

La chose est assez rare pour être soulignée, les britanniques aussi étaient dans la rue pour manifester contre l'austérité : des dizaines de milliers de personnes à Londres, Glasgow ou encore Belfast.

Le fait

Les mauvaises nouvelles s'accumulent sur le front de l'emploi dans notre département, forcément les chiffres du chômage s'en ressentent. **En septembre le nombre de demandeurs d'emploi a connu sa plus forte progression depuis avril 2009.**

En un seul mois, 1600 chômeurs supplémentaires se sont inscrits à Pôle Emploi.

Et l'on ne compte plus les entreprises en difficulté : Cycleurope, les chantiers navals de St-Nazaire et ses sous-traitants, les ABRF... Même dans le bâtiment on détruit des emplois.

S'il est bien une bataille majeure à mener, c'est bien celle de l'emploi que la finance étouffe !



En Loire-Atlantique

3



La proposition de base commune a été adoptée lors du dernier Conseil National qui s'était réuni les 13 et 14 octobre dernier. Afin de pouvoir s'approprier rapidement les enjeux des débats (ce que certaines sections ou cellules ont commencé à faire) les Nouvelles de Loire-Atlantique publient en supplément de ce numéro cette base commune (voir en pages centrales). C'est ce texte, avec d'éventuels textes alternatifs qui sera soumis au vote des communistes les 14 et 15 décembre prochains. Dans ce texte, sont proposées cinq thématiques de débat parmi lesquelles :

- La crise et son issue en question
- La fragmentation de la société en question
- La gauche et le changement en question
- L'avenir du Front de Gauche en question
- Les transformations du PCF en question

Pour entamer ce congrès, chaque adhérent a également reçu un quatre pages. Document dans lequel Pierre Laurent revient sur les enjeux de ce congrès. Pour le secrétaire national du PCF **la question majeure de ce congrès est celle de l'utilité de notre parti** : « comment être utile à la France, à l'Europe, à l'Humanité » dans une période où la crise frappe dure et où il est urgent d'ouvrir des nouveaux chemins d'émancipation » afin de recréer de l'espoir là où le doute et le désespoir peuvent l'emporter. Il en appelle donc, fort logiquement, à un « congrès d'offensive sur l'avenir » en poursuivant le travail de rassemblement « avec et au-delà du Front de Gauche ».

Voilà quelques pistes de réflexion soumises aux communistes afin de gagner le changement et donner à leur parti de grandes ambitions pour changer la société.

Il est donc primordial que les communistes puissent s'inscrire dans les débats qui vont avoir lieu, des espaces de débats vont être ouverts dans les sections et il faudra s'en emparer. Un seul mot d'ordre : **Prenez le pouvoir !**

Afin de disposer de l'ensemble des éléments de débat et des

L'écho du congrès



36^e CONGRÈS

UN COMMUNISME
DE NOUVELLE
GÉNÉRATION

« Rock'n'roll », « congrès de renaissance », Pierre Laurent, secrétaire national du PCF a multiplié les adjectifs pour qualifier l'ambition de notre prochain congrès. Qu'en est-il vraiment ? Quels sont à ses yeux les avancées nécessaires ? Quel est le rôle des communistes ? Il répond à nos questions.



contributions le conseil national a ouvert un site internet dans lequel tous les documents sont disponibles : <http://congres.pcf.fr/>

Un PCF riche de ses militants !

Comme le montre la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, contrairement aux autres partis, le PCF tire la majeure partie de ses ressources des cotisations (18%), des dons (13%) et des reversements de ses élus (46%) et beaucoup moins du financement public (11%). C'est donc nous, militants, qui contribuons au rayonnement de notre parti.

Vignoble : Projet de fusion des intercommunalités

Le Syndicat de Pays du Vignoble Nantais présidé par Jean Claude DAUBISSE, Maire UMP de Haute Goulaine, a engagé une étude sur un projet de fusion de 4 communautés de communes regroupant 28 municipalités : Vallée de Clisson, Vallet, Loire divatte et Sèvre Maine et Goulaine. Cette étude, préparée sans concertation, en urgence et en catimini, a été confiée à un « groupe exploratoire » composé d'élus locaux, de membres de la société civile et de

directeurs de services. Pour ce groupe, la super intercommunalité ainsi créée, serait bénéfique pour le vignoble nantais. Qu'en est-il vraiment ? **Ce projet se place dans la continuité de la réforme territoriale de Nicolas SARKOZY**, son abrogation était une promesse électorale de la nouvelle majorité socialiste qui pour le moment n'a abrogé qu'une partie de la réforme : le conseiller territorial. Rappelons que cette réforme avait l'objectif de mutualiser et rationaliser les moyens des territoires : autrement dit, **faire des économies budgétaires sans tenir compte des réalités et des besoins des populations**. Pourtant, ce projet ne créerait-il pas un nouvel étage du « millefeuille administratif » tant décrié par la droite ? **Pour les élus communistes, ce regroupement éloignera davantage les populations des centres de décisions**, amoindrira le rôle, les compétences et les moyens financiers des communes: petite enfance et écoles élémentaires, action sociale, urbanisme, équipements sportifs... Cette fusion commence à faire débat et plusieurs associations locales ont déjà argumenté sur leur opposition au projet : problème de légitimité, problème de fiscalité et de gouvernance. Ce projet mérite un vrai débat citoyen !



NDDL : développons notre territoire régional



Le 26 octobre dernier, le préfet de la région des Pays de la Loire annonçait qu'il signerait avant la fin de l'année deux arrêtés autorisant le début des travaux de la plateforme aéroportuaire, et de la déserte routière afin de commencer le transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique vers Notre-Dame-des-Landes.

Comme tout projet d'envergure, ce projet soulève des interrogations notamment environnementales. Ceci étant, la commission d'enquête chargée de veiller à la qualité de l'eau et aux mesures environnementales a émis un avis favorable sur le dossier tout en demandant une vigilance particulière quant à la compensation des zones humides.

Ce nouveau projet doit redonner une attractivité forte à notre région, c'est un élément essentiel de l'aménagement de notre territoire. **C'est aussi une assurance pour les emplois de demain** puisque la construction de cette infrastructure devrait permettre de créer **3000 emplois directs sur toute la durée du chantier**. Dès son ouverture l'aéroport devrait accueillir près de 4 millions de passagers. Quand on sait qu'un million de passagers génère mille emplois, on mesure bien l'importance du projet.

Reste aujourd'hui à obtenir la desserte de cet aéroport via la ligne de tram-train Nantes-Châteaubriant. C'est en tout cas un projet d'avenir dont on ne peut se passer aujourd'hui et dont notre territoire a besoin.

L'hiver précoce...Le FN aussi.

Le Front national espère placer des élus au prochain conseil municipal de La Baule. Ayant recueilli autour de 10% aux élections du printemps dernier, il joue la carte de l'ouverture en direction de l'UMP, des centristes, mais encore... des souverainistes, chevènementistes...Ce qui s'appelle ratisser très très large. En bord de mer on sent l'habitude des pêcheurs en eau trouble...

La droite nantaise en reconstruction (1)

L'UMP après l'échec aux législatives est en chantier dans la métropole. Laurent Dejoie maire de Vertou battu en juin, soutien Fillon. Et pour 2014 ? « *Nous manquons de leadership. Le rassemblement des centres au sein de l'UDI va constituer un partenaire...jusqu'ici, c'était une galaxie complexe à comprendre. Et je ne parle pas du Modem, parfaitement incompréhensible* ». C'est vrai que tout cela manque de lisibilité. On dirait un plan de montage de meuble Ikea...

C'était mieux avant le code du travail.

Olivier de la Chevasnerie, président du Réseau Entreprendre Atlantique a déclaré dans le journal des entreprises « baisser le coût du travail permettrait de rétablir la concurrence avec les pays à bas coûts ». Voilà une idée qu'elle est bonne ! (et nouvelle surtout). **Niveler par le bas !** Olivier, ne nous dit pas jusqu'où...

La droite nantaise en reconstruction (2)

Joël Guerriau, sénateur centriste et cofondateur de l'UDI (Union des démocrates et indépendants, le nouveau parti centriste de Jean-Louis Borloo) prépare 2014, l'arme au pied. A la question d'un journaliste « les centristes se sont-ils fourvoyés dans l'UMP » **il a répondu** « je n'y ai pas adhéré...Tout cela n'a pas été favorable au centre, il est important que la droite soit unie...mais...avec des prises de positions différenciées ». **Je t'aime! Moi non plus...**

600...!

C'est le nombre d'entreprises des Pays de la Loire dont le capital est détenu à plus de 30 % par des sociétés étrangères, indique Ouest-Atlantique. Ces entreprises emploient plus de 60.000 salariés au total, les 3/4 relevant de l'industrie. **Principaux pays investisseurs : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.** Comme quoi Olivier a tort (voir plus haut)...une main-d'œuvre qualifiée avec une protection sociale c'est top niveau !

- 0,3 % : Peut mieux faire...

L'emploi salarié affiche une baisse au second trimestre dans les pays de la Loire. **Le secteur industriel est le seul qui échappe à cette diminution.** La construction en revanche est en fort recul. Le taux de chômage de la région a progressé de façon continue depuis le troisième trimestre 2011. **Cependant il reste le plus bas des régions françaises, à 8,3%.**

Le meilleur taux d'activité des femmes.

En pays de Loire il est plus élevé : 70% d'entre elles (de 15 à 64 ans) ont un emploi. Il est tout de même à noter qu'elles subissent plus le temps partiel que les hommes.

Première priorité des Français !

Une enquête de la Mutualité Française, à l'occasion de son 40e congrès à la mi-octobre "l'accès aux soins, est la première priorité des Français en matière de santé."

Cette enquête révèle que pour près de la moitié des Français, 47 %, l'amélioration de l'accès aux soins est la première des priorités en matière de santé, placée loin devant l'amélioration de la gestion du système de santé, 29 %, et l'amélioration de la qualité des soins, 24 %. L'accès aux soins est une priorité plus forte encore chez les populations fragiles 51% pour les bas revenus (entre 1 000 et 2 000 euros), 53 % pour les jeunes (18-24 ans), 54 % pour les bénéficiaires de la CMU, 59 % pour les chômeurs et à 64 % pour les assurés sociaux sans mutuelle.

85.2

C'est en milliards d'euros, ce que pourrait apporter à la sécurité sociale une cotisation des revenus financiers au même niveau que ceux du travail.

L'an dernier, alors qu'elle était députée, Mme Touraine avait déclaré : « Rechercher de nouveaux financements, c'est d'abord mettre les revenus du capital à contribution au même niveau que les revenus du travail ». **C'était vrai et ça l'est toujours !!**



Le changement pour la santé :

4



Abrogation de la loi Bachelot !

En France, 1/3 de la population renonce aux soins pour des raisons financières et devient ainsi la championne d'Europe en matière d'inégalités de santé.

La loi HPST (Hôpital, Patients, Santé et Territoires – ou loi Bachelot) est la clé de voûte des politiques de privatisation de la santé et de l'Assurance maladie. Après le ministère Bérégovoy, le plan Juppé de 1995 et la loi Douste-Blazy, la loi Bachelot finit le travail et nous conduit vers un système de santé à plusieurs vitesses dans lequel une place de plus en plus importante est offerte au privé.

Les élus locaux et la population expriment de grandes attentes quant aux choix qui seront faits par la Gauche. Il est urgent de rompre avec les logiques de privatisation et de marchandisation de la santé qui nous ferait passer d'un système collectif et solidaire, où chacun cotise en fonction de ses revenus et reçoit en fonction de ses besoins, à une couverture assurantielle individuelle où chacun reçoit en fonction de ce qu'il peut cotiser.

Il est nécessaire de redonner à la santé publique, à la promotion de la santé et à la prévention, les moyens qui leur font défaut, notamment en matière d'étude et de recherche et de répondre à l'exigence de sécurité sanitaire avec un vrai contrôle démocratique et une mobilisation permanente de tous les acteurs.

Notre système a besoin de se transformer pour répondre aux défis nouveaux, pour aller vers toujours plus d'égalité et d'universalité et pour augmenter encore son efficacité sociale.

Loin du parti pris libéral, nous affirmons que l'accès aux soins, droit fondamental inscrit dans la constitution, doit être exclu de tout échange marchand. Son accès doit être gratuit. Gratuité c'est-à-dire « non payant ». Le coût doit être socialisé. C'est le sens de la sécurité sociale solidaire.

Il est donc indispensable d'arrêter la mise en œuvre de cette loi que les élus de la majorité actuelle avaient combattues lorsqu'elles et ils étaient dans l'opposition.

Un moratoire a été décidé par la ministre de la santé sur la réforme du régime minier. C'est donc possible.

L'ANECR réclame un moratoire immédiat de l'application de la loi Bachelot – HPST le temps de préparer une vraie loi de santé publique.
Montreuil, le 7 septembre 2012.

... C'est vraiment urgent !

Rompre avec la logique comptable !

Le changement gouvernemental a ouvert des espoirs, notamment après l'annonce de la fin de la gouvernance tarifaire, du dépassement d'honoraires ou encore de la révision de la T2A. Mais, la situation de la santé laissée par la droite nécessite d'aller plus loin encore !

En effet, la conception marchande de la santé a transformé l'hôpital en entreprise avec la loi HPST, aux conséquences désastreuses pour les patients et les personnels soignants. Le terrible drame entre Figac et Brive est révélateur de la casse organisée. **Il est urgent de décider d'un moratoire sur l'application de la loi HPST.**

La loi de financement de la protection sociale en débat actuellement doit être revue. L'ensemble des mesures, d'économies et de recettes nouvelles, s'inscrit dans la seule gestion du déficit prévisionnel de la Sécurité sociale sans aucune perspective, de visées ambitieuses annonçant les grandes lignes de la réforme de financement attendue. **Pire, elle préfigure, dans les limites mêmes de sa portée, les intentions du gouvernement de se soumettre à « la règle d'or de baisse du coût du travail » en prévoyant de faire basculer près de 40 milliards de cotisations des entreprises sur la CSG.**

Le changement pour la santé ne peut se contenter d'effets d'annonces !

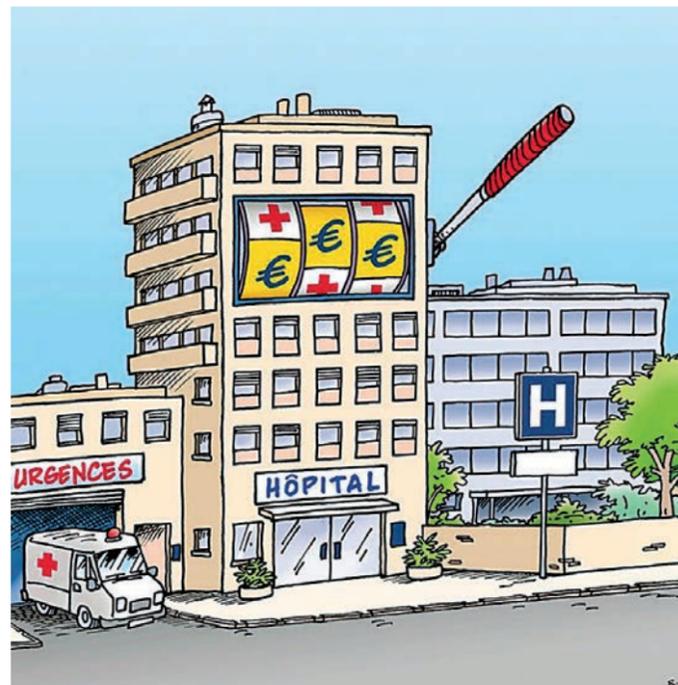
La politique de communication du gouvernement est bien huilée. Le PLFSS (projet de loi de financement de la protection sociale) annonce quelques mesures emblématiques : l'arrêt de la convergence tarifaire (qui devait favoriser le secteur privé lucratif) le remboursement de l'IVG, la lutte contre les déserts médicaux...

Sur le terrain, la réalité va être tout autre : les 2.7% d'augmentation des budgets hospitaliers, ne permettent pas de couvrir l'évolution mécanique des dépenses (estimé à 3.2% par la Fédération Hospitalière de France). **Ce sera encore, de l'emploi, mais aussi de l'activité, de l'investissement en moins et en fin de compte les usagers qui en pâtiront.**

De plus en plus d'hôpitaux publics ou privés non lucratif sont en cessation de paiement, ne peuvent plus assurer les salaires ou les fournisseurs, les 2.7% ne sont pas suffisants et donc, ils vont subir le diktat des ARS (agences régionales de santé), les plans de redressement, les restructurations.

Il faut dénoncer, le manque de courage politique de ce gouvernement, qui ne rompt pas avec la logique libérale européenne qui impose l'austérité à la population et la casse des services publics. Le gouvernement ne remet pas en cause la loi HPST (Hôpital, patient, santé et territoire), le financement de l'hôpital par la tarification à l'activité, il refuse le moratoire sur les fermetures de lits ou de structures.

Bruno CASSARD



Une véritable fracture sanitaire s'installe !

L'UFC Que choisir dresse un accablant tableau sur la menace qui pèse sur l'accès aux soins pour tous dans notre département. En faisant le lien entre les déserts médicaux et dépassements d'honoraires, ils alertent sur la fracture sanitaire qui s'installe dans certaines zones rurales et quartiers populaires.

Médecins du monde dénonce de son côté la misère médicale qui gagne du terrain, y compris à Nantes. Les consultations de Médecins du monde ont augmenté de 40% entre 2009 et 2011.

Le filon de la fiscalisation commence à être creusé.

Ainsi, les retraités imposables qui ont cotisé toute leur vie vont subir la double peine. Ils devront s'acquitter de la dite « contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie » de 0.15% en 2013, puis 0.3% en 2014. Selon, le gouvernement, cette contribution servirait à financer la CSA (contribution mise en place par Raffarin après la canicule de 2003), puis à partir de 2014, pour financer le futur projet de Loi sur la dépendance. Mais, une contribution de 0.15% pour les retraités et de 3% pour les salariés est nettement insuffisante pour financer une véritable aide à l'autonomie et faire face à cet enjeu de société.

Dépassements d'honoraires : « supprimer les dépassements avec remboursement à 100% »



Des négociations sont engagées depuis des mois pour encadrer les dépassements d'honoraires. Vouloir diminuer ces dépassements est un objectif louable mais le vrai changement c'est de les supprimer avec un remboursement à 100% par la sécurité sociale et une nouvelle convention médicale approuvée majoritairement par les organisations médicales représentatives.

Après les dents et les lunettes, c'est toute la santé qui devient depuis dix ans une marchandise. Cette situation s'est aggravée par le démantèlement des services publics, la casse de l'Hôpital et des maternités de proximité, la mise en place de la Loi HPST, des ARS et de la T2A, la remise en cause de la Sécurité sociale solidaire et du Code de la Mutualité pour répondre aux directives de Bruxelles favorisant la mise en concurrence du secteur assurantiel. **L'accord annoncé le 23 octobre entérinait un dépassement à 150% du tarif opposable, c'est à dire jusqu'à 70€ pour la consultation. C'est implicitement un encouragement à pratiquer un dépassement jusqu'à ce niveau.**

D'autres dispositions semblent se traduire par des forfaits annoncés pour juillet 2013 ou 2014.

Pour le PCF, il y a urgence à construire par la négociation une nouvelle convention médicale qui puisse porter l'alignement des honoraires des médecins généralistes sur celui des autres spécialités. Il est nécessaire de développer de nouvelles formes de rémunération honorant le temps consacré par les médecins à l'élaboration des dossiers, au suivi des patients, à la prévention et à l'éducation à la santé.

Par ailleurs, le PCF prône le retour à un secteur unique conventionnel renégocié avec une réévaluation des actes. En effet, les assurances privées sont à la fois l'une des causes des dépassements d'honoraires mais elles en sont aussi les premières bénéficiaires.

La solidarité c'est la sécurité sociale. Et c'est une force de notre pays.

Sauver l'aide alimentaire européenne

Les pouvoirs publics ne doivent pas arrêter l'aide alimentaire européenne, surtout au moment où toujours plus de familles de l'Union européenne basculent dans la pauvreté à cause de l'aggravation de la crise économique. C'est le message délivré par les quatre associations habilitées à distribuer cette aide, appelée PEAD : Secours populaire, Croix-Rouge, Banques alimentaires et Restos du cœur. Un signe fort de voir ces associations aux histoires si différentes lancer ensemble ce SOS afin d'empêcher une catastrophe programmée pour janvier 2014.



Pas aux peuples de payer leur crise

Après la ratification par le parlement, sans le moindre débat démocratique, du TSCG, la lutte continue. Comme en Grèce, Espagne, Portugal et dans toute l'Europe, en France, de nombreuses forces syndicales, associatives, politiques, combattent la véritable camisole budgétaire qu'on veut imposer au peuple. **A Rezé, le Collectif Sud Loire** pour un audit citoyen de la dette invite la population en Réunion Publique contre la dette et l'austérité **Mercredi 5 décembre à 20h30, Salle du Seil** - Allée de Provence



Le social au cœur

5

SNCF – Contre l'austérité : la lutte !



Les cheminots étaient en grève le 25 octobre 2012, pour un service public SNCF unifié, des embauches au cadre permanent, et l'augmentation des salaires. A Nantes, un rassemblement unitaire CGT – UNSA – SUD-Rail et CFDT s'est tenu devant la Gare côté Nord, avant d'aller en délégation de masse à la Direction régionale. Cette action nationale de grève concernait l'organisation de la production et l'amélioration des conditions de travail des cheminots. En refusant de négocier à tous les niveaux de l'entreprise, la Direction de la SNCF a fait preuve de désinvolture, préférant le rapport de force à la « culture de négociation » tant prônée par son président !

Les revendications portées par les organisations syndicales, dans un cadre unitaire sont :

- 1600 recrutements supplémentaires au statut, avec négoc-

ciation dans tous les établissements. La direction fait grand battage sur 5300 embauches, mais oublie les 6900 départs en retraite sur la même période.

- poursuite des négociations salariales pour des augmentations générales, au moins au niveau de l'inflation. Pour l'instant n'est prévue qu'une augmentation de 0,5% pour une inflation supérieure à 2% et le salaire d'embauche est inférieur au Smic...

- arrêt des restructurations qui désorganisent le service public et détériorent les conditions de travail des cheminots. Fermeture de gares de proximité, détérioration des capacités d'accueil des publics qui en ont le plus besoin (personnes âgées, handicapées...)

De leur côté, les usagers, les citoyens mesurent la dégradation du Service Public ferroviaire, les retards et suppressions de trains, les fermetures de triages, l'augmentation du trafic de camions sur les routes, le mauvais état du réseau ferré et le manque d'entretien du matériel. Le 25 octobre était aussi un avertissement lancé au gouvernement qui s'apprête à annoncer dans les prochains jours le contour de sa réforme du système ferroviaire. Pour la Cgt, la réforme doit définir un système ferroviaire unifié, désendetté, intégré dans la SNCF avec une production décloisonnée. Pour éviter tout dumping social, la règle doit être le statut des cheminots à la SNCF.

Lors du rassemblement en Gare de Nantes, la Cgt a rappelé la cohérence de leur participation à la manif du 30 septembre contre le TSCG, au 9 octobre européen pour défendre l'industrie, au 11 et 23 octobre pour la défense des retraites, et dès après le 25/10, a appelé à poursuivre l'action avec tous les européens le 14 novembre. Rendez-vous est pris, pour construire l'avenir par la lutte !

En bref

STX : encore du chômage partiel !...

Les salariés de STX France, sont menacés de nouvelles mesures de chômage partiel d'ici fin 2012, avec l'annonce le 25/10 de 14.000 jours de "sous-charge" ces trois prochains mois. Cette mesure porte à 7.000 jours la sous-charge mensuelle moyenne pour les 2.100 salariés du site, contre 6.300 jours par mois d'avril à octobre, où les 44.172 jours de sous-charge s'étaient soldés par 21.522 jours de chômage partiel. STX France est détenu à 66,6% par STX Europe (filiale du sud-coréen STX Shipbuilding) et à 33,3% par l'Etat français. Le chantier fait également travailler des sous-traitants à raison de quelque 4.000 salariés

Des bateaux pour réduire la fracture territoriale !

Le 24 octobre 2012, le Ministre Frédéric Cuvillier a été auditionné par la commission du développement durable de l'Assemblée nationale. Déclinant les grandes lignes du budget consacré aux transports et aux affaires maritimes pour 2013, il a déclaré entre autres « important que des parlementaires soient associés à une politique qui vise à éviter la fracture territoriale en aménageant nos espaces géographiques par de bonnes liaisons de transports, dans un domaine qui comporte également de forts enjeux environnementaux. » C'est bien pourquoi la SNCF doit renforcer les liaisons avec la Corse et faire construire pour cela des ferries à STX !

Contre l'austérité : 14 novembre !

En France, CFDT, CGT, FSU, Solidaires, Unsa, s'inscrivent dans la journée d'action de la Confédération européenne des syndicats le 14 novembre 2012 pour la l'emploi et la solidarité en Europe. Elles expriment leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger toute l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession. En France, 11 millions de personnes sont touchées par l'exclusion ou la pauvreté dont de nombreux retraités. L'Europe doit bâtir ses politiques sur la solidarité et garantir les moyens du progrès social. La journée de mobilisation du 14 novembre permettra aux travailleurs de toute l'Europe d'agir, ensemble et solidairement, pour des conditions de travail et de vie décentes.

Retraités Cheminots Nantes Ouest

Eux aussi ont interpellé leur député sur la nécessité d'assurer des niveaux de pension permettant de vivre, car la retraite n'est pas un privilège ! Comme l'ont d'ailleurs clamé les 10000 manifestants à Paris le 23 octobre !

De pigeons à dindons

Dépassements d'honoraires : De pigeons, les assurés sociaux vont devenir les dindons de la farce !

L'accord qualifié « d'historique » est en fait un leurre. En effet, aucune contrainte réelle n'empêchera les médecins de continuer à pratiquer des dépassements, car aucun plafond n'est fixé, ni système de sanction. Par ailleurs, les mutuelles n'ont pas souhaité s'engager, et elles ont raison car elles seront obligées d'augmenter les cotisations de leurs adhérents. Enfin en ce qui concerne l'obligation, de la prise en charge au tarif opposable des patients bénéficiaires de la CMU, déjà fixée par la loi, la situation actuelle de refus de rendez-vous, notamment par certains médecins spécialistes pour des motifs fallacieux, a peu de chances de changer. En bref, les assurés sociaux vont continuer de payer et leur reste à charge d'augmenter !

Ces négociations étaient vouées à l'échec dès le départ car les problèmes de fond, notamment celui du **parcours de soins coordonné** pourtant évoqué dans ses discours par la Ministre de la santé, n'ont pas été traités. La question essentielle aujourd'hui est celle de l'accessibilité physique et financière de la population à un système de santé de qualité.

Il s'agit donc de mettre sur la table la suppression de la rémunération à l'acte, le mode d'exercice des médecins et leur répartition sur le territoire.

Il faut une nouvelle organisation de notre système de santé, avec notamment la mise en place d'une médecine publique ambulatoire organisée par territoire autour de centres de santé avec des professionnels soit salariés, soit rémunérés sur la base de forfaits adaptés aux parcours de soin de la population dont ils ont la charge et qui peuvent donc varier d'un territoire à l'autre.

Plan d'accueil de la petite



Pas de bébés à la consigne !

Mme Bertinotti, ministre de la Famille, annonce l'ouverture d'une consultation citoyenne « afin de répondre aux besoins des familles en matière d'accueil de la petite enfance et d'aide aux parents », et l'abrogation en 2013 du décret «Morano » pour le remplacer « par des dispositifs cohérents avec les nouvelles orientations ». Cette annonce constitue une première réponse à l'attente du monde de la petite enfance pour des modes d'accueil de qualité. Elle doit inaugurer une rupture avec la politique précédente de dégradation des conditions d'accueil des jeunes enfants.

La situation actuelle reste marquée par un décalage important entre l'offre et les besoins d'accueil des familles, avec un peu plus d'un million de places pour 2,4 millions d'enfants de moins de trois ans (dont les deux-tiers en accueil individuel et un tiers en accueil collectif), sachant que le taux d'activité des mères de ces enfants est d'environ 70%. C'est pourquoi une politique publique ambitieuse pour la petite enfance doit permettre d'améliorer globalement l'offre, tout en développant la qualité de cet accueil. Dans la phase de consultation qui s'ouvre, la Ministre annonce la tenue d'ateliers citoyens dans quatre régions, débouchant sur une rencontre nationale début 2013.

Le collectif « **Pas de bébés à la consigne** » invite parents et professionnels à s'en emparer et participer ainsi à la consultation. Il y sera lui-même porteur des propositions de son Plan d'urgence publié en 2011 : http://www.pasdebebesalaconsigne.com/DOC/Plan%20urgence_Pasdebebesalaconsigne_mars2011.pdf

« Pourquoi il ne faut pas désespérer de l'Amérique... » c'est le thème de la prochaine séance de l'Huma Café. Le propos peut surprendre au moment où le pays, qui suscite plus que tout autre clichés, stéréotypes et caricatures, traverse simultanément quatre grandes crises (économique, de sens, d'identité et de puissance). Et si les États-Unis, qui s'approprient à choisir leur président (*) et sont présentés souvent comme étant de plus en plus conservateurs, voire " réacs ", se montraient, au contraire, prêts pour une nouvelle ère de politiques progressistes, pour un " nouveau New Deal ", comme l'affirme le Prix Nobel d'Économie, Paul Krugman ? Sur tous les grands sujets politiques, l'opinion publique états-unienne formule des attentes fortes de protections collectives, de résorption des inégalités, d'interventions de la puissance publique. Elle évolue aussi vers plus d'ouverture. Et si, comme l'intellectuel italien Antonio Gramsci en avait l'intuition, en nous disant : « la crise, c'est quand le vieux se meurt et que le jeune hésite à naître », le moment de réponses fondamentalement alternatives était venu ?

En présence de **Christophe DEROUBAIX**, Grand reporter le **vendredi 16 novembre à 18h**, salle de Conférences de LA MANUFACTURE (10, bd de Stalingrad - près de la Gare Nord - Tramway : Ligne 1 arrêt Manufacture).

Culture, idées

6

Lire

Deux mois d'initiatives en hommage à Aragon

« Aragon ne nous appartient pas, mais il était des nôtres », a rappelé, mercredi, Pierre Laurent, en introduisant la présentation de l'hommage rendu au poète par son parti. « Un choix de vie, précisait le secrétaire national du PCF, qui l'a conduit d'un engagement de jeunesse à une fidélité tenue tout au long de son existence. » L'anniversaire de son décès, le 24 décembre 1982, est l'occasion de manifester cet attachement et, en même temps, de donner à voir le rayonnement d'Aragon, bien au-delà de la sphère communiste, chez des écrivains, des chercheurs, des artistes. « C'est dans cet esprit, continuait-il, que nous avons conçu un programme inspiré de l'audace politique et littéraire d'Aragon. » Un livre, deux expositions, sept cartes blanches et une soirée musicale et théâtrale : un agenda à la hauteur de ces ambitions s'annonce pour les deux mois à venir. Présentant Aragon d'hier à aujourd'hui (1), Jack Ralite, ancien ministre, ami d'Aragon, revient sur la matinée dédiée à l'écrivain, le 14 juillet au Festival d'Avignon, et la joie de trouver salle plus que comble à l'écoute des deux interventions, la sienne et celle d'Olivier Barbarant. Le livre les regroupe, avec une préface de Pierre Laurent.

L'inlassable curiosité d'Aragon, son goût pour l'art contemporain, nous les retrouverons dans l'exposition « Des vies à écrire », conçue par Alexia Fabre, directrice du Mac/Val à partir d'œuvres de huit jeunes artistes des collections du musée (2). La soirée de vernissage sera, le 14 novembre, le coup d'envoi du cycle de manifestations. À partir du 5 décembre, on pourra aussi admirer l'exposition « 56, rue de Varenne », reconstitution des « murs d'images » assemblés par Aragon dans la chambre de son appartement parisien, à partir des photographies de Claude Bricage. Du 16 novembre au 19 décembre des rencontres et des spectacles donneront « cartes blanches » à des témoins, des artistes, des chercheurs. Roland Leroy et Jean d'Ormesson, Olivier Barbarant et Josyane Savigneau, Bernard Vasseur et Pierre Juquin, Jean Ristat, Valère Staraselski, de jeunes doctorants et la Jeunesse communiste, et, en conclusion, Alain Hayot, délégué national du PCF à la culture. D'ailleurs, l'Humanité publiera un hors-série sur Aragon qui sortira le 26 novembre. Et n'oublions pas, la soirée de lectures et de chansons, avec Daniel Mesguich et ses élèves du Conservatoire, ainsi qu'Agnès Bihl, et d'autres chanteurs en partenariat avec Zebrook. Car il semble de plus en plus vrai que commémorer Aragon, c'est avant tout le lire, et le fêter. À vos agendas.

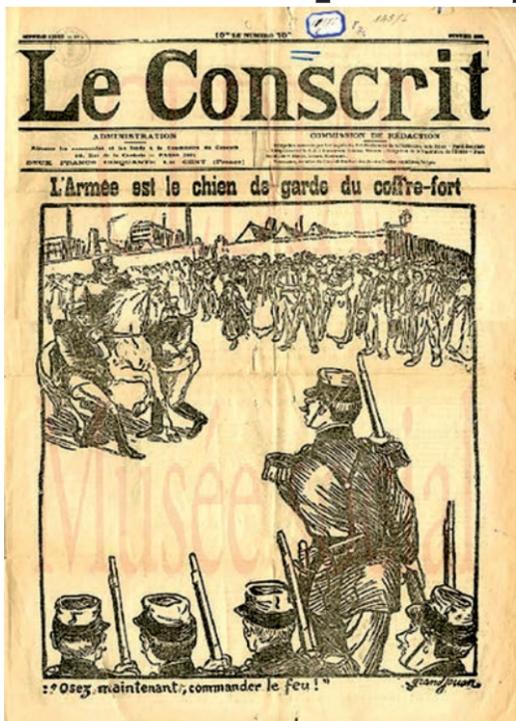
(1) Éditions Arcane 17,70 euros.
(2) Espace Niemeyer, 2, place du Colonel-Fabien, 75019 Paris.
Alain Nicolas
L'Humanité du 26 octobre.

1914-1918 : pourquoi ?

Le 11 novembre 1918, les Allemands acceptaient les conditions d'armistice présentées par les Alliés. L'horrible boucherie qui avait ensanglanté le sol européen pendant 4 longues années se terminait. D'aucuns, horrifiés par les réalités de la « guerre moderne » devaient appeler cette « grande guerre » la « Der des der ». L'histoire montrera qu'il n'en fut rien malheureusement. Les célébrations, en 2014, du centenaire du premier grand conflit mondial se préparent, à commencer par une grande exposition dès février prochain réalisée par le musée d'histoire du château des ducs à Nantes sur les deux guerres mondiales. La presse nous apprend également que Jacques Floch, ancien secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a mis en place un groupe de travail pour en savoir plus sur les poilus de notre département morts au front.

Le travail de mémoire ne saurait en la matière effacer la nécessaire étude des ressorts de cette grande rupture historique de laquelle est née la révolution russe, la chute des empires centraux mais aussi les fascismes hitlérien et mussolinien. Des recherches fort intéressantes ont déjà été publiées et d'autres le seront sur ce qui a pu conduire le 1er août 1914 à la mobilisation générale en Allemagne et en France. Ainsi l'ouvrage de l'historien Marc Ferro, publié en 1968, « la grande guerre 1914-1918 » a longtemps fait date. Il raconte dans ce livre, non seulement les événements, mais donne une interprétation qui renouvelle entièrement notre connaissance de cette époque capitale de l'histoire de notre monde.

Comment cela a-t-il pu être possible ? Pourquoi la guerre ? Le visage des appelés de 1914, rayonnant, s'imaginant la guerre de courte durée, a longtemps frappé les mémoires. Le comprendre implique d'analyser le contexte d'une société bloquée. Ainsi, alors que l'école enseigne l'avenir de la science et la foi dans le progrès, la masse des citoyens ne participe guère aux affaires publiques. Depuis le milieu du XIXe siècle, de nouveaux maîtres se sont ajoutés aux anciens. Victimes d'une tyrannie plus insupportable que celle de l'époque passée, ceux qui prennent conscience de ce malheur cherchent une issue : la fuite ou la révolte ; la révolution ou l'émigration. 30 millions d'européens ont, à cette époque, passé l'Atlantique ! Tandis que les révolutionnaires espèrent éveiller les travailleurs, en France, dans les



pays industrialisés, les gens n'ont pas la patience d'attendre que ces nouvelles conditions d'existence leur fassent une place : la guerre libérerait cette difficulté. Ce sentiment est très fort chez les jeunes.

Pour le Français ou l'Allemand, 1914-18 fut un combat de peux, aussi clair, aussi évident que la croisade, la défense de sa mère, le combat pour sa foi ou la lutte des classes. Les rivalités impérialistes sont nourries par une tradition enracinée au plus profond de la conscience des peuples. La résurrection des sports, une abondante littérature guerrière contribuent à l'exaltation de la foi en son propre pays. « Les sports font naître l'endurance, le sang froid, les vertus militaires et maintiennent la jeunesse dans l'atmosphère belliqueuse » écrit en 1913 Henri Massis dit Agathon. Pour les Français, l'envahisseur est toujours venu de l'Est et, en 1870, on a perdu l'Alsace et la Lorraine ! ;

pour les Allemands, la nation germanique se considère désormais gardienne de la civilisation occidentale face à la multitude slave ; pour les Russes, le fléau c'est le jaune (Tatar, mongol) et l'allemand ; les Anglais craignent quant à eux d'être surpris, envahis, battus....

Pourtant, dès 1907, l'internationale socialiste avait juré « guerre à la guerre » ; Jaurès en France, Adler en Autriche, Kautsky en Allemagne ou Lénine en Russie, symbolisaient ce combat. Pourtant, en 1914, lorsque sonna le 1er coup de clairon, tous les socialistes (à quelques exceptions près) répondirent à l'appel et partirent en guerre. Certes, Jaurès vient d'être assassiné, mais comment ne pas voir que cette faillite est sans doute l'itinéraire d'un échec : les querelles théoriques qui opposaient Rosa Luxembourg, Kautsky ou Lénine, un radicalisme sans doute plus verbal que réel, les partis socialistes étant intégrés à la société politique, le patriotisme des internationalistes, tout cela peut expliquer que l'union sacrée était dans les âmes avant de s'exprimer dans les discours. Le 28 juin 1914 lorsqu'est assassiné l'archiduc autrichien François-Ferdinand, les socialistes n'imaginaient pas la guerre. Pourtant, le déclenchement des hostilités à l'égard des serbes par les empires allemands et autrichiens devait provoquer l'irréparable : Russie et France, alliés, mobilisent contre l'Autriche tandis que les Anglais se déclarent solidaires. C'est l'engrenage.... A cent ans de distance, cette histoire est riche d'enseignements.

Utopiales, vers les origines

UTOPIALES/Nantes...Treizième édition !

Le plus grand festival de science-fiction d'Europe se tient du 7 au 12 novembre à la Cité des congrès. L'an dernier 46.000 visiteurs sont venus, dont 25% avait moins de 25 ans.

Les Utopiales c'est du cinéma, de la littérature, de la BD, des échanges, des jeux, et même de la musique...! Cette année, c'est 36 longs métrages, dont deux films indiens (Eega et RA.One), 96 tables rondes, trois prix littéraires et BD. L'invité d'honneur le 10, qualifié de surdoué par Stephen King est l'auteur britannique de romans et scénariste Neil Gaiman (série Sandman chez DC comics, AmericanGods...), qui présente Crazy Hair, un album jeunesse coloré, poétique et illustré par son complice Dave McKean. Pour les amateurs un après-midi « Cosplay » ou l'art de se déguiser dans la peau de votre héros et la pre-

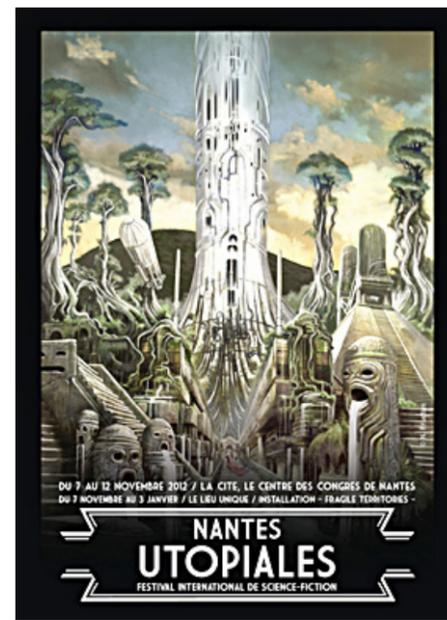
mière Exposition SF en briques Lego « Dernière planète avant Legoland ».

« ORIGINE(S) est le beau thème de ce festival : 150 intervenants, chercheurs, scénaristes, illustrateurs, réalisateurs, écrivains, scientifiques, de huit nationalités différentes seront présents.

« Dans un monde en crises, il était logique pour les Utopiales de convoquer la notion d'Origines et de la décliner au pluriel » déclare Roland Lehoucq, astrophysicien et nouveau président du festival, en remplacement de Pierre Bordage « Il s'agit de la conquête de l'espace, des machines et des hommes, les fins du monde et l'origine des nouveaux mondes, la SF... ? c'est un miroir du présent, c'est aussi voir quels nouveaux chemins on peut proposer ».

Cela donne envie... et ça nous parle..!

Tout le programme sur www.utopiales.org



22 trains et + de 100 arrêts supplémentaires. La Région des Pays de la Loire améliore une nouvelle fois son service public de transport de voyageurs et augmente sensiblement le nombre de trains et cars en circulation sur le réseau de transport régional. « Il s'agit d'offrir une alternative réelle à la voiture ; pour cela, le développement de l'offre est un levier incontournable, qui vient compléter les dispositifs tarifaires mis en place par la Région, et notamment récemment le 1 € maximum pour aller travailler » explique Gilles Bontemps, vice-président de la Région en charge des transports.

La loi relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social a été censurée par le Conseil constitutionnel le 24 octobre. La loi prévoyait que le prix de la cession du foncier aux collectivités locales de terrains de l'État sera affecté d'une décote pouvant aller jusqu'à la cession gratuite pour la construction de logements sociaux. Il renforçait également les dispositions de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi SRU) en relevant l'objectif de logement social de 20 à 25% pour les communes de plus de 3 500 habitants et en quintuplant les pénalités. Malgré ce couac, un nouveau passage en conseil des ministres est prévu dès le mois de novembre.

Au cœur des collectivités

7

Retour sur le Congrès de l'Association Nationale des Élus Communistes et Républicains Interview de Françoise Lastennet, membre de la délégation, Adjointe au Maire de Montoir de Bretagne

Alors que la crise frappe chaque jour un peu plus les français et qu'une séquence électorale riche d'enseignements vient de se clore, dans quel état d'esprit s'est déroulé le congrès de l'ANECR ?

Ce 16ème Congrès de l'ANECR qui s'est déroulé à Douai s'est voulu rassembleur d'élus de toutes forces de gauche. La période des élections est déjà loin et les forces de gauche qui se sont mobilisées pour un changement de société restent sur leur faim ; l'austérité imposée peu à peu par l'actuel gouvernement, instaure chez la plupart d'entre nous le doute quant à la capacité et parfois même la volonté des forces au pouvoir de suivre une autre voie que celle de la droite : régression sociale, impuissance face aux fermetures d'usines ou suppression d'emplois, mesures d'austérité diverses. On veut nous persuader qu'en ces temps de crise, on ne peut faire mieux. Cette situation mal vécue par tous, interroge ; quelle attitude adopter pour permettre à cette mobilisation citoyenne, qui a ne l'oublions pas, permis que ce gouvernement soit élu, de s'y retrouver et surtout de garder espoir et confiance ? Comment participer à améliorer la vie des gens au quotidien et quelles actions mener tous ensemble, avec les citoyens ?

Quels sont les principaux enjeux, les principales batailles pour l'ANECR dans la prochaine période ?

Nous, Elus Communistes et Républicains, souhaitons apporter notre contribution au changement. Il est impératif pour l'ANECR de rassembler tous ceux qui se sont mobilisés pour un avenir meilleur et un réel changement démocratique et surtout de partager cette responsabilité avec les citoyens. S'organiser, s'entraider, partager les expériences et les connaissances, mieux communiquer entre elles, c'est un défi que doivent relever les ADECR afin de permettre des actions collectives fortes, prenant en compte la diversité des territoires. Travailler le statut de l'élu est urgent pour permettre à chacun de s'engager avec moins

de contraintes, de bénéficier de formations tout au long de son mandat. Face aux urgences sociales l'ANECR réaffirme sa volonté et son ambition au travers de différents chantiers auxquels les Elus Communistes et Républicains de Loire atlantique vont s'atteler.

- L'austérité c'est la récession. - La solution : répondre aux besoins sociaux humains, conquérir de nouveaux droits
- Dans l'espace public, réinvestir le débat sur la question du travail
- Notre quotidien d'européens : quand l'Union Européenne s'enfoncé, il faut la refonder
- Face aux peurs et aux divisions du local au mondial : un grand besoin de fraternité, de solidarité, de culture de paix
- Une renaissance démocratique indispensable. Place au peuple dans une nouvelle République
- Une ANECR rassembleuse, rendant visible l'action collective des élus à tous les niveaux.

Quels enseignements vous a apporté ce congrès ?

Ces moments d'échanges, de débats, de témoignages ouvrent l'esprit, invite à la réflexion, et dynamise. De nombreuses pistes de travail sont proposées au travers d'un travail de proximité, avec les gens. Je reprendrai pour terminer ce proverbe touareg cité lors du Congrès : « Quand on fait pour les gens, sans les gens, on fait contre les gens. »



En bref

ANECR, l'info en plus :

Lors du dernier congrès de l'ANECR (plus d'informations article ci-contre) une délégation d'élus de Loire-Atlantique s'est rendue à Douai, dont M. Justy, M. Rica, M. Lucas, F. Lastennet, C. Beyer et D. Sanz. D'autre part G. Bontemps et M. Justy ont été reconduits en tant que membre du conseil national de l'ANECR.

Bouguenais : pour des collectivités de progrès au service de leurs habitants.

Les élus communistes de Bouguenais, lors de leur dernier conseil municipal sont intervenus à propos du rapport d'activité de Nantes Métropole. L'occasion pour eux de souligner l'impasse de l'austérité et de placer l'exigence de démocratie au cœur de leurs préoccupations. Extraits. « Parmi les grands chantiers annoncés, deux appellent notre vigilance : le développement économique du sud-loire à partir de la zone aéroportuaire et le franchissement de la Loire en parallèle avec l'amélioration des transports en commun. Les embouteillages actuels illustrent, hélas, l'urgence de ces questions. » Par ailleurs les élus ont salué le travail accompli dans le cadre de l'opération « Ma ville demain » à l'horizon 2030. Pour eux 3 visions pour la ville de demain sont indissociables : La métropole nantaise doit être internationale et créative ce qui n'est pas incompatible avec la qualité de vie inscrite dans le développement durable et l'implication des citoyens dans la vie locale. C'est alors que nous mesurons le chemin qui reste à parcourir : **On nous parle beaucoup de vie sociale de proximité mais les indispensables services publics de proximité ne sont pas évoqués. Les élus communistes et républicains sont par ailleurs interpellés par l'acte III de la décentralisation. Ils estiment, qu'elle doit s'appuyer sur le développement des services publics et le renforcement de la démocratie.** Ils pointent les métropoles qui visent à l'intégration des communes, foyers de démocratie, plutôt qu'à leur coopération. C'est ainsi que les précédents gouvernements ont opéré des transferts de charges sur les collectivités territoriales sans les financements adéquats. » Les élus pour finir sur un ton ironique demandent au conseil municipal « La métropole nantaise se flatte de son titre de capitale verte. Pouvons-nous rêver qu'elle obtienne un jour la palme du fonctionnement démocratique ? Celle qui aura largement contribué à faire que l'Humain prime sur la finance ? »

Les indemnités des élus locaux assujetties aux cotisations sociales.

Les députés ont voté le 25 octobre 2012 l'élargissement de la couverture sociale des élus locaux, à l'occasion de l'examen du projet de loi de financement de sécurité sociale pour 2013. La mesure, prévue par l'article 17 du projet de loi, consiste à "faire entrer les élus dans le droit commun", en les faisant contribuer au régime de base de la Sécurité sociale.

Ne bradons pas le logement social ! Saint-Herblain



Le groupe communiste et républicain de St Herblain, par la voix de Sandrine Fleurimont, adjointe en charge des affaires socio-culturelles est revenu sur le

projet de cession de logements sociaux voulue par la SAMO. La S.A.M.O. a en effet saisi la Ville de son intention de proposer la vente de 98 logements sociaux. Les communistes ont tenu à souligner à cette occasion qu'en France en 2012 3,6 millions de personnes sont non ou très mal logées et plus de 5 millions en situation de fragilité à court ou moyen terme dans leur logement. Même si la commune de St Herblain connaît un taux de logement sociaux élevé (28%) et qu'elle est la bonne élève de la métropole, les élus communistes rappellent qu'encore 1,2 million de ménages sont en attente d'un logement social aujourd'hui dans notre pays. Sur le territoire métropolitain ce sont ainsi des milliers de demandes qui sont repoussées chaque année alors que la crise économique et sociale bat son plein.

Pour Sandrine Fleurimont « **Ce n'est pas en vendant les HLM, en trop faible nombre rappelons-le, que l'on parviendra à loger celles et ceux qui en ont vraiment besoin, mais au contraire en construisant davantage de logements sociaux qui soient véritablement accessibles à tous et en développant des programmes d'accession sociale à la propriété, ce que nous ne rejetons pas à priori mais dans le cas de nouveaux programmes de construction.** » A Saint-Herblain les HLM sont le bien commun de tous les locataires. Les élus communistes n'acceptent en aucun cas que ce patrimoine soit bradé. C'est pourquoi le groupe communiste et républicain a voté contre cette délibération.

Faire le choix de l'humain. Saint-Nazaire



Membres de la majorité municipale, les élus communistes de la commune de Saint-Nazaire reviennent dans le dernier bulletin municipal sur leurs contributions aux nombreuses

réalisations effectuées au service des habitants ces dernières années. **En effet la ville de Saint-Nazaire bouge, s'embellit, grâce à la réalisation d'un théâtre qui a été inauguré dernièrement. Ses offres, son architecture, sa fonctionnalité semblent d'ailleurs être saluées par une quasi unanimité des visiteurs. Saint-Nazaire s'est également dotée d'un transport rapide (Hélyce à l'échelle de la cAreNe) ainsi que d'un pôle d'échanges multimodal.**

Ils profitent également de l'expression municipale pour saluer la mise en oeuvre d'une politique sociale et solidaire revisitée. « Nous devons considérer aujourd'hui la pauvreté dans l'ensemble de sa sphère et de ses conséquences. Il y a bien sûr l'alimentaire ; soulignons au passage les files d'attente sans cesse croissantes aux distributions du Secours populaire. Il y a le logement avec la réhabilitation du foyer blanchy et sa capacité à accueillir des femmes, elles aussi de plus en plus nombreuses dans l'exclusion. Il y a la santé. La misère et la pauvreté sont malheureusement deux fléaux difficiles à supporter. Des équipements modernes répondant aux besoins de transport, de culture et de soins sont inaugurés mais la crise frappe plus fort les plus démunis, les transformant rapidement en exclus. » Pour les élus nazairiens, il nous faut tous les jours penser à ceux-là, installer des passerelles pour qu'aucun fossé ne s'installe car il n'y a pas deux mondes. « **Il y a simplement des hommes, des femmes, des enfants, jeunes, vieux, actifs, inactifs ; notre priorité doit être celle de considérer l'homme avant tout, pour lui permettre de vivre non pas en marge mais dans la société.** »

Ouvrons-là

Le Mouvement Jeunes Communistes de Loire Atlantique a le plaisir de vous inviter au Banquet d'hiver de la JC



Il se déroulera le **vendredi 14 décembre 2012 à 19h**, à la fédération du Parti, 41 rue des Olivettes. C'est pour nous un moment important car il marquera la fin de l'année 2012 qui a vu de grands bouleversements politiques et sociaux se produire : Tout d'abord, **la chute de Sarkozy** et de son infâme politique, chute à laquelle les jeunes et la JC sont fiers d'avoir contribué en mobilisant toujours plus largement la jeunesse pour résister à la destruction de notre avenir par les lois libérales à l'université et la précarisation grandissante de la jeunesse. **La progression sans précédent du chômage chez les jeunes**, en France et en Europe : 52% des moins de 25 ans sont privés de travail en Espagne. En France, les nouveaux contrats sont aux trois quart des **contrats précaires**, et l'horizon du premier emploi stable a reculé de 2 ans en 2012 pour s'établir à 29 ans. L'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates et de leurs changements qui se font attendre. Les jeunes communistes ne sont pas de ceux qui se satisfont des mesures d'austérité du gouvernement comme les contrats d'avenir qui subventionnent la précarisation de la jeunesse. Nous y opposons une véritable ambition pour les jeunes : **un statut social du jeune travailleur en formation** qui arrache des mains du capital nos besoins essentiels et qui conquière de nouveaux droits démocratiques. **Ce banquet fraternel sera l'occasion d'échanger entre militants jeunes et moins jeunes sur l'immense chantier de conquête sociale qui nous attend.** Cette année, plus de 40 jeunes ont rejoint la JC et l'UEC ! **Faisons de ce banquet un grand moment pour démarrer l'année 2013 et pour soutenir l'action de la JC.**

Banquet d'hiver 2012 de la JC le vendredi 14 décembre :

Je participe au banquet d'hivers de la JC en réservant : ____ places

Nom : Prénom : Tel:

Participation :

De chacun selon ses moyens : **10 € par personne** (5 € pour les jeunes, précaires, petites pensions)

... à chacun selon ses besoins : un bon repas fraternel entre camarades !

A renvoyer à : MJCF, 41 rue des Olivettes 44000 Nantes (chèque à l'ordre du MJC 44)

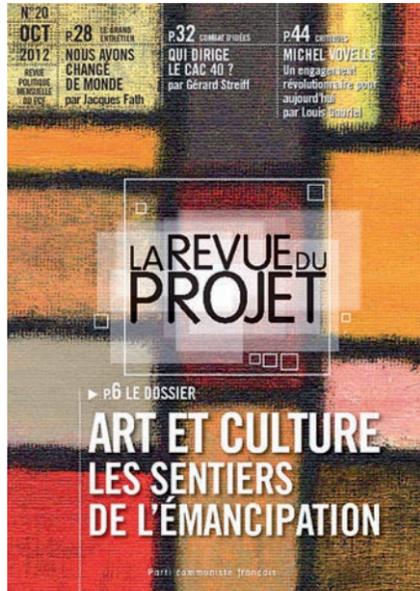
Nous contacter : jeunescommunistes@gmail.com 06 16 24 7154

L'activité

La revue du projet

Le 20ème numéro de la revue du projet est disponible. Le dossier de ce numéro est consacré à **l'Art et à la Culture** : Les sentiers de l'émancipation. **Imaginons quelle vie l'Humanité aurait sans Art et sans Culture ?** C'est tout le sens du dossier de la revue du projet qui essaie de répondre à cette question du point de vue de Marx comme de celui des forces réactionnaires. Entre « éprouver et cultiver le beau » par les masses sans distinction de conditions ou une vision purement consumériste de l'Art et de la Culture pour quelques individualités, la différence est idéologique. Le moyen le plus sûr et efficace d'offrir à tous les connaissances et les pratiques artistiques reste l'école républicaine. **Oui l'Art et la culture sont des disciplines émancipatrices qui demeurent plus que jamais des enjeux totalement politiques.**

Pour lire la revue du projet, vous pouvez consulter le site internet du PCF ou bien commander la version papier auprès de la Fédération au 02 40 35 03 00.



36^{ème} Congrès du PCF

Dans le cadre de la préparation du 36ème congrès du Parti communiste, **Pierre LAURENT invite toutes les nouvelles et tous les nouveaux adhérents à une rencontre-débat au siège national, le Samedi 10 novembre.** Les dizaines de milliers d'adhésions réalisées en quelques années sont un atout et une richesse pour les débats que nous aurons lors de notre congrès. Cette rencontre à l'objectif **d'associer au débat d'idées et aux réflexions sur l'organisation du PCF, les nouveaux et les nouvelles membres de notre parti.**

Cette initiative sera retransmise sur le site internet du PCF de 11H00 à 13H00. A cette occasion, la Fédération de Loire-Atlantique va mettre en place un **dispositif d'écoute collective** avec la possibilité pour toutes et tous de suivre la rencontre sur grand écran. Rendez-vous est donc donné à toutes celles et ceux qui le souhaitent :

**Samedi 10 Novembre
A 10H45
Au siège de la Fédération du PCF
(41 rue des Olivettes à Nantes)**



36^{ème} CONGRÈS

Du 7 au 10 février 2013 - Aubervilliers - **Je participe !**

Vite lu...

L'Orphelinat national des chemins de fer français, association d'aide morale et matérielle aux orphelins de ses adhérents, cheminots ou salariés du groupe SNCF, organise un **LOTO** le **Dimanche 18 novembre** à **St Luce sur Loire**. Cette initiative financière a pour objectif la collecte de fonds pour répondre aux besoins des orphelins et de leurs familles. Chacun et chacune peut y participer et apporter sa solidarité à l'association qui au demeurant lutte pour les droits de l'enfant, le progrès social et la paix.

Orphelinat National des Chemins de Fer de France
Groupe de Nantes

LOTO

DIMANCHE 18 NOVEMBRE 2012
14H30 à STE LUCE SUB LOIRE
SALLE RENEE LOSG

NOMBREUX LOTS !

1 carton : 3 euros
3 cartons : 8 euros
6 cartons : 15 euros

TIRAGE POUR LES ENFANTS

« Nouvelles de Loire Atlantique »
Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdos Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE

L'agenda

Samedi 10 novembre : Rencontre avec les nouveaux adhérents au siège du Conseil national.

Mercredi 14 novembre : Assemblée générale de la section de St Nazaire à 18H00, salle du jardin des plantes.

Mercredi 21 novembre : Réunion du Conseil national.

Du Vendredi 23 au Dimanche 25 novembre : Fête de l'Huma Bretagne au parc des expos de Lorient.